



## FS-SSCT du 3 octobre 2024

### Déclaration liminaire

Le président de la République, par sa dissolution de l'Assemblée nationale et la nomination d'un 1er ministre issu d'un parti ayant perdu les élections, fait preuve d'un déni de démocratie et fragilise le pays. La coalition des droites acte la poursuite d'une orientation politique largement rejetée, désormais placée sous l'arbitrage du RN. Poursuite de l'austérité budgétaire, casse des services publics, chasse aux migrant-es, accroissement des inégalités... autant de signes qui qualifient un gouvernement fait pour servir l'intérêt des puissants contre la majorité de la population, avec la volonté de satisfaire le RN.

Le gouvernement Barnier est désormais au complet et c'est Anne Genetet qui hérite du portefeuille du ministère de l'Éducation nationale. Cette députée, plutôt connue pour les questions de Défense n'est pas experte des questions d'Éducation. Ce manque d'expertise est de toute évidence un très mauvais signal envoyé aux personnels de l'Éducation qui sont lassés de tenir le système à bout de bras. Que dire, par ailleurs, de l'existence même d'un ministère délégué à l'enseignement professionnel et à la réussite scolaire, incarné par un ardent défenseur de l'enseignement privé dont la concurrence affaiblit l'École publique gratuite et laïque ?

Ces nominations semblent signifier la volonté de maintenir coûte que coûte la politique de Gabriel Attal, pourtant rejetée par l'écrasante majorité des personnels.

L'étude du budget 2025 a déjà été largement perturbée par les attermoissements et les manœuvres présidentiels. L'ex-majorité et ses nouveaux acolytes préparent les esprits à une nouvelle cure d'austérité qui serait inéluctable. Mais la situation budgétaire actuelle n'est autre que le résultat de choix politiques et économiques de la Macronie.

D'autres choix sont possibles, c'est pour cela que la FSU et la CGT Educ'Action continueront à initier, comme pour la grève du 1er octobre, des initiatives dans le sens d'un partage plus équitable des richesses pour nos retraites, nos salaires et pour des moyens pour le service public d'éducation.

Une fois n'est pas coutume, mais ça revient quand même de manière chronique et cela s'aggrave, nous devons faire face à une situation critique dès la rentrée. Dans le 1er comme dans le 2nd degré : classes sans enseignant-e, remplacement quasi-inexistant... et des élèves sans enseignant.es. Ainsi pour exemple et de manière non exhaustive, des écoles de Balma (EPU Saint Exupéry), Castanet, Toulouse (EMPU Fleurance, EPU Gais Pinsons, EPU De Gaulle...) ne sont pas au complet ! Il n'y a plus de remplaçant.es disponibles dans de nombreuses disciplines du 2nd degré (mathématiques, anglais, lettres par exemple) et la pénurie touche aussi les CPE et les PLP. Si dans le 1er degré, la Liste Complémentaire a été recrutée, ce dont on peut se satisfaire, c'est une paille au vu des besoins... et qui plus est cela arrive après la rentrée, désorganisant des collectifs de travail déjà bien fragilisés.

Mais tout va très bien, Monsieur le directeur académique, puisque nous avons appris par voie de presse ce lundi, ouvrons les guillemets "D'ici les vacances de Toussaint, nous restons persuadés que les

difficultés de remplacement seront derrière nous et tout rentrera dans l'ordre". Après ses propos sur les classes à 23 élèves, monsieur le recteur n'a décidément pas fini de nous surprendre !

Interpellé sur la difficulté du rectorat à assurer les remplacements – voire tout simplement de couvrir des postes à l'année, M. Fourar a trouvé l'origine du problème : ce ne sont pas les conditions de travail de plus en plus dégradées, le point d'indice complètement gelé ou encore l'absence de reconnaissance de notre hiérarchie - ministres et recteurs en tête- qui font reculer l'attractivité des métiers de l'enseignement et provoquent de plus en plus de démissions et de ruptures conventionnelles. Non, derrière l'avalanche de chiffres qu'avance le recteur (au moins cette fois-ci nous espérons qu'il les a révisés, ses chiffres), celui-ci pointe le problème principal du non-remplacement des collègues : "*Nous avons été confrontés, dès cette rentrée, à une hausse importante d'arrêts maladie déposés par les professeurs. Mais aussi des demandes de temps partiels, des congés maternités et parentaux, des mi-temps thérapeutiques*".

A l'entendre, les enseignant-es, ces fainéants toujours en vacances abuseraient en plus des arrêts maladies et des mi-temps thérapeutiques (de complaisance, c'est ce que nous comprenons entre les lignes). Pire, certain-es, répondant peut-être à l'appel au réarmement démographique de Macron, se permettraient d'avoir des enfants !!

Plus loin, M. le Recteur déplore même que, dans le 2nd degré, certain-es collègues refusent de faire des heures supplémentaires pour remplacer leurs collègues absent-es (ou faudrait-il dire inexistant-es car c'est surtout l'absence de poste qui crée des classes sans enseignant-e) ! Décidément, quels fainéants nous sommes : nous travaillons si peu, et d'un "métier passion", nous pourrions tout de même essayer les plâtres des politiques d'austérité !

La FSU et la CGT Educ'Action tiennent à dénoncer fermement ces propos, scandaleux et tendancieux à plus d'un titre, et qui traduisent les très grandes difficultés de notre institution, dont nos collègues ne sont aucunement responsables. Nous déplorons que le recteur cherche à reporter sur elles et eux la responsabilité du manque de remplaçant-es, qui n'est que le résultat de nombreuses années de sous-recrutement systématique aux concours et du recours accru à la contractualisation.

Non M. le Recteur, le problème ne vient pas des arrêts maladie des collègues. Si augmentation il y a, celle-ci devrait plutôt vous alertez sur le mal-être d'une profession continuellement attaquée par les différents gouvernements ces dernières années.

Et ce ne sont pas les annonces concernant un budget d'austérité qui vont nous rassurer. Alors que la baisse démographique devrait permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves ainsi que les conditions de travail des personnels, elle ne semble être qu'un prétexte à un désengagement encore plus important de l'État. Des économies pourraient pourtant être faites, en mettant fin par exemple à l'insupportable financement de l'école privée.

Côté inclusion, la disparition d'un ministère du handicap de plein exercice pourrait nous faire croire que là encore tout va très bien. Pourtant la dégradation des conditions de scolarisation des élèves dans les écoles et les établissements est croissante en cette rentrée. Les places en ESMS manquent partout et les notifications des MDPH ne sont pas respectées. La FSU et la CGT Educ'Action revendiquent une politique ambitieuse pour les enseignements adaptés et spécialisés.

Depuis la mise en place des PIAL, les conditions de travail des AESH n'ont cessé de se dégrader et la baisse du recrutement d'AESH - au moins 600 élèves notifiés non accompagnés à la rentrée - a de

graves conséquences sur la prise en charge des élèves, et ce n'est pas la mise en place des PAS à marche forcée qui solutionnera ces problématiques. La FSU et la CGT Educ'Action dénoncent ces dégradations qui heurtent de plein fouet des personnels déjà fortement précarisé-es et aggrave les difficultés de recrutement.

On constate en effet en ce début d'année une pression terrible sur nos collègues AESH qui se voient imposer l'explosion de suivis de plusieurs élèves sur des mêmes créneaux horaires, y compris pour des élèves notifiés « individuels ». Ce sont également des AESH à qui on ne permet pas de disposer du temps de récréation au prétexte de leur faire surveiller les élèves. Et cela va jusqu'à décompter le temps d'interclasse, conduisant des AESH à aller aux toilettes en courant !

Sur cette question précise du temps de service de nos collègues AESH, nous vous demandons, Monsieur le Directeur académique, de rappeler, aux chefs d'établissements, les règles élémentaires en matière de temps de service.

Enfin, la FSU et la CGT Educ'Action ont alerté à plusieurs reprises l'an passé à propos des risques psychosociaux encourus par les personnels suite à l'annonce de la réforme dite du « Choc des savoirs ». 6 mois et de nombreuses saisies du RSST plus tard, force est de constater que les craintes exprimées se sont concrétisées : de nombreux professeur-es nous signalent que cette réforme est vecteur d'angoisse et de stress lié à la perte de sens de leur métier car elle leur demande d'organiser le tri social des élèves. La mise en place des groupes de niveaux a une incidence grave sur les suppléances et les BMP dont beaucoup sont encore à ce jour non pourvus en mathématiques et français. Alors oui, cette réforme et ses dysfonctionnements engendrent une profonde dégradation des conditions de travail. Nous demandons donc à Monsieur le directeur académique, comme le préconise madame la (l'ex-)ministre Belloubet d'avoir un « regard pragmatique sur l'organisation choisie dans les établissements ». C'est à dire de laisser chacun faire comme il peut, voire d'accepter un retour à une organisation sans groupe de niveau, parce que le pragmatisme face à une usine à gaz, c'est de ne pas l'appliquer.

De la même façon, la généralisation des évaluations nationales aggrave cette perte de sens du métier et entrave profondément la liberté pédagogique des enseignant.es, nous nous opposons fermement aux diverses formes de pressions et intimidations qui commencent à être exercées auprès des enseignant.es ou des directions, et exigeons qu'elles cessent.

Plus que jamais, la FSU et la CGT'Education portent la nécessité d'un plan d'urgence pour l'école dans la Haute-Garonne à hauteur de 3000 postes d'enseignant.es, de 500 d'AESH, de 300 d'AED et d'un nombre suffisant de personnels administratifs, médico-sociaux et territoriaux, afin que l'Ecole puisse porter un véritable projet émancipateur.